

La balance courante

Par Charbel Nahas*

Définition

La **balance des paiements** n'est pas un simple chiffre annuel qui annonce un excédent ou un déficit. C'est un système statistique organisé de plusieurs comptes articulés destiné à décrire les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

Ces transactions ne sont pas de même nature. On doit distinguer :

- Celles qui portent sur des valeurs économiques (échanges de biens et de services, rémunération des ressources).
- Celles qui portent sur des actifs financiers (acquisition ou cession de propriétés de créances, etc.).
- Et celles qui sont sans contrepartie.

On distingue de ce fait deux comptes principaux : le compte des opérations courantes et le compte de capital et de financement.

Nous traiterons d'abord le compte des opérations courantes.

La **balance courante** (ou balance des opérations courantes) mesure le solde de toutes les opérations portant sur des valeurs économiques que les résidents d'un pays (gouvernement, ménages, entreprises, etc.) réalisent avec le reste du monde durant une année ainsi que les transferts sans contrepartie. Elle se calcule en additionnant :

- Le solde de la balance commerciale (solde des valeurs des biens physiques échangés).
- Celui de la balance des services (transport, tourisme, télécoms, construction, assurances, services financiers, informatique, licences, services personnels et culturels, services gouvernementaux).
- Celui des revenus (c'est-à-dire les rémunérations du travail à l'étranger des résidents – comme les travailleurs saisonniers notamment – et celles des capitaux des rési-

dents placés à l'étranger).

- Et celui des transferts sans contrepartie (c'est-à-dire ceux aux termes desquels l'émetteur du transfert n'obtient aucun bien ni aucune créance sur l'économie destinataire).

La somme des deux premiers postes s'intitule "**Solde des échanges de biens et de services**".

Le solde de la balance courante est exactement et nécessairement compensé par celui du compte de capital (dons, remise de dettes, cession de licences, etc.) et du compte financier (investissements directs fonciers, investissements de portefeuille, dépôts et avoirs monétaires, variations de réserves). Car toute transaction "économique" a une contrepartie "financière ou en capital". Additionnés, le solde courant et le solde capital et financier constituent la balance des paiements.

Comprendre la variable

La balance courante est l'indicateur essentiel pour l'analyse des relations économiques d'un pays avec l'extérieur.

En termes économiques, il n'y a aucune raison de distinguer les échanges de marchandises des échanges de services. L'exportation d'ordinateurs n'est pas plus méritoire que celle de licences de logiciels. C'est donc la balance des biens et services qui devrait être suivie d'autant plus que les échanges de biens accusent un déficit très lourd.

D'abord, c'est la **balance des biens et services** qui reflète la compétitivité des entreprises d'un pays. La performance d'une économie n'est rien d'autre, en définitive, que sa capacité à mobiliser ses ressources domestiques (capital et travail) pour produire des biens et des services dans des conditions de qualité et de prix (ce que l'on résume sous le vocable de productivité) qui les rendent désirables aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Un déficit régulier de la balance des biens et des services reflète donc un problème structurel fondamental au niveau de l'utilisation des ressources économiques et de leur productivité.

Ce déficit peut être tempéré par les comptes de revenu et les transferts.

Mis à part le revenu des résidents travaillant saisonnièrement à l'étranger (ce qui est bien plus rare pour les Libanais à l'étranger que pour les ouvriers saisonniers syriens au Liban), le **compte de revenu** reflète surtout le résultat des mouvements de capitaux cumulés au cours des années précédentes : on y retrouve les intérêts perçus sur les placements extérieurs, les dividendes des investissements extérieurs, etc., moins les flux symétriques. C'est donc là une sorte de compte tampon qui traduit le caractère intertemporel sous-jacent aux équilibres d'une économie avec l'étranger. Lorsqu'une économie exporte régulièrement des capitaux

(sa balance de capitaux est déficitaire et sa balance courante est symétriquement excédentaire), son compte de revenu est crédité du produit de ses investissements. C'est notamment le cas de la Chine (qui, face à des gains majeurs de productivité, restreint sa consommation domestique et refuse de laisser sa monnaie se réévaluer) ou de la Norvège (qui se refuse volontairement à utiliser le produit de ses exportations de pétrole comme des revenus et les investit, pour la part possible, chez elle, et investit le reste à l'étranger au profit des générations futures).

Les **transferts sans contrepartie** sont d'une nature tout à fait différente. Si l'on met de côté les transferts opérés par l'État, il s'agit essentiellement des transferts des émigrés, devenus résidents d'autres pays, vers leur famille restée au pays. Comme le compte de revenu, ils sont le résultat de l'exportation par une économie de ses ressources, en l'occurrence, humaines. Dans l'un et l'autre cas, cela dénote l'incapacité de cette économie, ou son refus, d'employer la totalité des ressources disponibles dans le développement de sa production domestique de richesse. Mais les différences entre les deux phénomènes sont de taille :

- Les capitaux placés à l'étranger s'accumulent, alors que les émigrés s'intègrent progressivement dans les pays d'accueil ou attirent leurs familles avec eux, ce qui dissipe les effets de chaque vague d'émigration au bout d'une génération et nécessite, pour maintenir le flux de transferts, des vagues continues d'émigration.
- Les capitaux sont rapatriables et peuvent participer au "lissage" d'une économie dans le temps (cas de la Norvège), alors que l'émigration, dès lors qu'elle se dirige vers des sociétés qui ont dépassé la phase du boom de la natalité et qu'elle touche des travailleurs qualifiés, aboutit à déprimer la structu-

re par âges de la population résidente et à réduire le capital humain disponible.

Si le **solde des opérations courantes** donne donc une image synthétique des relations d'une économie avec l'extérieur, il intègre (et risque de masquer) des dynamiques fondamentales (les échanges de biens et services) et des dynamiques compensatoires, positives ou négatives, voulues ou subies (les comptes de revenu et les transferts sans contrepartie).

De même, toute opération courante est compensée par un flux financier, ce qui se traduit par une identité entre le solde de la balance courante et le solde des comptes courant et financier. Un déficit de la balance courante correspond donc schématiquement à une dette financière de l'économie domestique envers l'extérieur et

inversement. En d'autres termes, un déficit des opérations courantes signifie :

- Dans l'immédiat, une consommation et un investissement domestiques supérieurs à la production domestique.
- À l'avenir, un prélèvement sur la production domestique et par suite sur la consommation et l'investissement.

En ce sens, un déficit passager et réduit est acceptable, un déficit plus significatif est légitime dans le cas d'une reconstruction, car celle-ci ne doit pas être entièrement supportée par une seule génération et il est normal d'en reporter une partie du coût sur les générations ultérieures qui vont profiter de ses fruits. Mais un déficit chronique est, sans aucun doute, la marque d'une situation grave. →

TECMAN
INDUSTRY

Demande :

*** Directeur General (Qatar)**

Architecte ou Ingénieur titulaire d'un diplôme en MBA ou équivalent, trilingue, avec 10 ans d'expérience en position gestionnaire dans le domaine contractuel.

*** Directeur d'estimation (Raymuth)**

Titulaire d'un diplôme en MBA ou équivalent, compétent en matière d'informatique, trilingue, avec 10 ans d'expérience dans l'évaluation des travaux de bois et d'acier.

*** Chef de Projet (Raymuth)**

Architecte ou Ingénieur, trilingue, avec 10 ans d'expérience dans l'exécution des travaux de bois et d'acier.

Contact

hr@tecmanindustry.com

La variable au Liban

Les estimations des comptes de la balance des paiements sont notoirement insuffisantes au Liban. Cela est paradoxal pour un pays, où ces comptes accusent des déséquilibres exceptionnellement graves.

Les estimations sont produites par plusieurs sources :

- La Banque du Liban.
- Le Fonds monétaire international.
- L'équipe en charge de l'établissement des comptes nationaux auprès du ministère de l'Économie.

Ces estimations ne sont pas concordantes et, de plus, les résultats produits pour la même année par le même organisme (le FMI en particulier) accusent des changements importants suivant les dates de publication des rapports.

Les tableaux et graphes ci-contre montrent à quel point le déséquilibre libanais est grave.

Sur une dizaine d'années, le volume des importations de marchandises reste à peu près constant, alors que les exportations de marchandises augmentent, mais restent très faibles par rapport aux importations.

Les échanges de service accusent une amélioration due au tourisme, alors que les autres postes restent déficitaires. Les comptes de revenu déclinent régulièrement du fait de l'accumulation de l'endettement extérieur. La balance courante reste déficitaire à des niveaux à peu près constants.

La croissance du PIB atténué progressivement le poids relatif des déséquilibres, mais, avec une balance courante et une balance commerciale présentant des soldes négatifs à hauteur de 30 % du PIB, le Liban reste dans une situation aberrante.

Millions de dollars	1995	1997	1999	2001	2003
Solde des échanges de biens	-5 906	-6 274	-5 085	-5 920	-5 221
Exportations (FOB)	816	649	695	880	1 444
Importations (FOB)	-6 722	-6 923	-5 780	-6 800	-6 665
Solde des échanges de services	-454	-347	204	451	1 215
Transport	-504	-532	-465	-547	-538
Tourisme	93	233	670	1 054	1 815
Autres services	-43	-48	-1	-56	-62
Balance des biens et services	-6 360	-6 621	-4 881	-5 469	-4 006
Compte de revenu	492	318	208	-75	-665
Transferts sans contrepartie	881	618	-228	151	267
Balance courante	-4 987	-5 685	-4 901	-5 393	-4 404
PIB	10 965	15 595	16 877	16 947	19 895

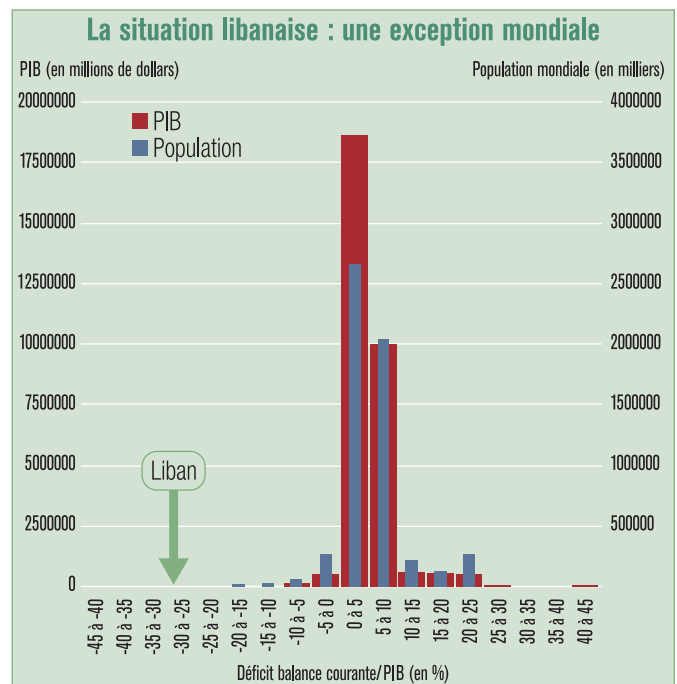
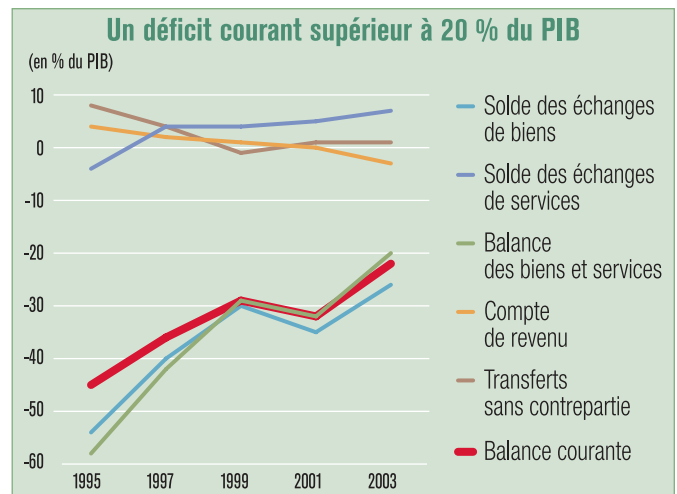
Le déséquilibre est apparu après guerre

(en % du PIB)	1968	1972	1997
Balance commerciale	-14	-16	-40
Balance courante	1	-2	-36

Contrairement à l'opinion communément admise, cette situation est une nouveauté de l'après-guerre de 1975-1990. Avant 1975, le Liban accusait certes un déficit de sa balance commerciale (de l'ordre de 15 % du PIB, soit la moitié des niveaux d'après-guerre), mais sa balance courante était toujours équilibrée.

Une comparaison mondiale permet aussi de mesurer le caractère aberrant, au sens d'insoutenable économique, de la situation libanaise : sur les 150 pays pour lesquels les données sont disponibles dans la base de données de la Banque mondiale pour l'an 2000, le Liban est le seul (à part São Tomé et Príncipe, petite île du golfe de Guinée de 140 000 habitants, dont le déficit atteint 40 % et dont le revenu par tête ne dépasse pas 340 dollars) dont le déficit de la balance courante est supérieur à 30 % de son PIB. ☐

(*) Économiste. www.charbelnahas.org



L'écrasante majorité des pays, que ce soit en termes de population ou de puissance économique, a une balance courante excédentaire de 0 à 10 % du PIB.